
Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1341>

ISSN : 1969-6310

Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2012

Pagination : 245-247

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 143 | 2012, mis en ligne le 25 septembre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1341>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2010-2011 : I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel ?* (premier semestre). — II. *Étude de cas. Mémoire et histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle* (second semestre).

I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel ?*

Le lien qui peut exister entre oralité, connaissance du passé, mémoire et patrimoine a précocement fait en France l'objet de questionnements au sein des sciences sociales, donnant lieu à des pratiques d'enquête nouvelles et originales, appuyées sur l'innovation technologique en matière de prise de son et d'images. Le premier axe d'étude consiste à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations conservatoires de la parole dès avant le tournant du xx^e siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées et à étudier les configurations scientifiques et sociales qui leur ont donné naissance (archives de la parole, traditions orales, ethnographie et ethnomusicologie, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, enquêtes orales, mémoire orale, patrimoine oral, patrimoine mémoriel, etc.)

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête se sont doublées (ou non) de pratiques de conservation de transmission et de valorisation et comment elles se sont vues saisies et retravaillées par la problématique patrimoniale. Depuis les Archives de la parole créées en 1911 jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », lancée par l'UNESCO en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée s'est trouvée prise dans la « fabrique » du patrimoine et progressivement constituée en patrimoine. Quel est le rôle de la demande sociale ? En quels termes et par quels canaux s'exprime-t-elle ? Quels acteurs se saisissent actuellement de cette demande sociale et qui y répondent ? Quelles compétences professionnelles se sont construites pour répondre à cette demande ? Quels sont les indices ou les critères qui permettent de parler de patrimonialisation de la parole et de la mémoire ? Quelles sont les résistances que ce mouvement rencontre ? À quelles conditions peut-on parler d'un patrimoine oral ? D'un patrimoine mémoriel ? La mémoire patrimonialisée constitue-t-elle un patrimoine immatériel ? À quelles conditions la mémoire des membres d'une institution peut-elle se constituer en patrimoine ?

Deux exemples de collections ont été plus particulièrement étudiés cette année : 1^o les archives orales de la politique de la Ville lancées en 2004-2005 par les Archives de France et la Délégation générale à la politique de la ville et à l'intégration (avec le concours de Laure Bouscasse et Luc Faraldi) et 2^o les archives orales filmées du musée de l'Assistance publique et des Hôpitaux de Paris, rare exemple de collecte d'entretiens et de récits de vie en milieu hospitalier (avec le concours d'Anne Nardin conservateur du Musée).

Le troisième axe, plus pratique, s'inscrit délibérément dans une démarche d'ingénierie patrimoniale et historique et souhaite donner aux étudiants les outils méthodologiques, scientifiques, juridiques, éthiques et réflexifs nécessaires pour répondre à la demande en matière de mémoire et de patrimoine oral. Dans ce cadre, afin de tenir compte de l'expansion des techniques audiovisuelles, grâce au concours de V. Pons, réalisatrice des archives orales du musée de l'Assistance publique et des Hôpitaux de Paris, une séance a été organisée sur l'entretien filmé, ses techniques et ses enjeux méthodologiques. Le succès de cette séance atteste de l'intérêt que soulève la pratique de l'entretien filmé et met en lumière la nécessité de réfléchir de façon critique à l'utilisation de la caméra, à son impact sur la prise de la parole et le témoignage, ainsi qu'aux apports méthodologiques et scientifiques de l'image animée¹ ; ce sujet devrait faire l'objet dans les années futures de plus amples développements.

Le séminaire a été suivi notamment par les étudiants du master 1 et 2 de l'université Paris-I, intitulé *Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen*², puis selon leurs besoins et leur sujet de recherche, par des auditeurs supplémentaires, au coup par coup, selon le sujet de la séance.

II. Histoire du ministère des Finances au XX^e siècle

Pour la quatrième année consécutive, le second semestre a été consacré à l'histoire du ministère des Finances au xx^e siècle et à l'apport croisé des sources écrites et des sources orales. Le séminaire vise à organiser le croisement des points de vue et des approches, entre chercheurs et témoins, entre historiens économiques, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes. Les acteurs ou les témoins ayant participé à l'élaboration ou à l'application des politiques économiques et financières conduites par les gouvernements successifs sont invités à prendre part aux travaux et à intervenir de façon formalisée au cours des séances. Lorsqu'ils en acceptent le principe, leur témoignage est enregistré et déposé au Comité pour l'histoire économique et financière qui possède une collection de plus de 3 000 heures d'enregistrement collectées depuis 1988 auprès des hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie et des Finances. Chaque séquence chronologique donne lieu à un état des lieux bibliographique et historiographique, ainsi qu'à une présentation des sources archivistiques et des sources orales. Sur chaque thème d'étude, dans la mesure du possible, le séminaire cherche à constituer des binômes, constitués d'un chercheur et d'un témoin, afin de croiser les points de vue, de mettre en perspective et de contextualiser les témoignages des acteurs.

1. F. Descamps, « Et si on ajoutait l'image au son ? Quelques éléments de réflexion sur les entretiens filmés dans le cadre d'un projet d'archives orales », *Gazette des Archives*, n° 196 (2004), p. 95-122.
2. 20 à 25 élèves. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments de l'héritage historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture générale (histoire, histoire de l'art, patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, gestion de projet, valorisation patrimoniale). Les étudiants du master rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation ; il leur est proposé de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter une projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins deux interviews réalisées et analysées.

Compte tenu de la longévité et du poids de Valéry Giscard d'Estaing dans l'histoire du ministère des Finances, il a été décidé de s'appesantir un semestre encore sur les années Giscard et plus particulièrement sur la façon dont le ministère de l'Économie et des Finances a contribué à l'élaboration ou à l'application des politiques économiques et financières menées par les successifs gouvernements Chirac puis Barre. Cinq grandes directions du ministère des Finances ont été privilégiées, étudiées par le biais de cinq binômes témoin-chercheur : la direction du Trésor (C. Pierre-Brossolette - L. Quennouëlle), la Prévision (P. Cortesse), le Budget (X. Lencou-Barême - F. Descamps), les Prix et concurrence (C. Villain et H. de Gouyon - L. Warloutzet), les Impôts (R. Baconnier - F. Tristram). Le point de vue de Matignon, saisi par le témoignage de F. Gavois, directeur de cabinet de R. Barre, a fourni des pistes intéressantes de recherche sur l'équilibre des pouvoirs entre l'Élysée, Matignon et Rivoli en matière de politique économique et financière. L'étude de cette triangulaire sera poursuivie dans les prochaines années.

Enfin, une dernière séance a été consacrée à la méthodologie de l'histoire administrative, à partir du cas de l'histoire du ministère du Commerce et de l'industrie entre 1870 et 1914 (J.-P. Dumas¹) : comment faire l'histoire d'un ministère ?

1. J.-P. Dumas, *L'administration du Commerce et de l'Industrie, institutions publiques et transformation de l'Etat de 1870 à 1914*, thèse (histoire), EPHE, 2006.